

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/1/CRI/1  
G/SCM/N/1/CRI/1  
30 mars 1995

(95-0747)

---

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: espagnol

## NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

### COSTA RICA

La Mission permanente du Costa Rica a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en date du 15 mars 1995.

---

Conformément à l'article 18.5 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI et à l'article 32.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, le gouvernement du Costa Rica joint à la présente communication le texte intégral du Règlement centraméricain relatif aux pratiques commerciales déloyales.

Le gouvernement indique également que l'autorité compétente pour ouvrir et mener les enquêtes dans les procédures visant à imposer un droit antidumping ou une mesure compensatoire est la Direction générale de l'intégration économique de l'Amérique centrale du Ministère de l'économie, de l'industrie et du commerce.

REGLEMENT CENTRAMERICAIN RELATIF AUX PRATIQUES  
COMMERCIALES DELOYALES ET AUX MESURES  
DE SAUVEGARDE

Chapitre I

Dispositions générales

Article premier. Aux fins du présent règlement, les expressions et abréviations indiquées ci-après s'entendent comme suit:

Direction ou autorité chargée de l'enquête

La Direction ou Direction générale de l'intégration économique ou, le cas échéant, l'organisme habilité à connaître des affaires concernant l'intégration centraméricaine.

Branche de production régionale ou branche de production centraméricaine

Ensemble des branches de production nationales de tous les pays centraméricains.

Branche de production nationale

Ensemble des producteurs d'un pays centraméricain de produits semblables ou similaires, ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits.

Partie intéressée

Personne physique ou morale ayant un intérêt légitime dans l'enquête relative à une plainte concernant des importations faisant l'objet de pratiques commerciales déloyales ou l'application de la clause de sauvegarde.

Pays tiers

Pays qui ne sont pas parties au Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale ou à l'instrument qui le remplacerait.

Bien identique

Bien dont toutes les caractéristiques correspondent à celles du produit avec lequel il est comparé, compte étant tenu, entre autres choses, d'éléments tels que la nature, l'origine, la provenance, l'utilisation, la fonction, la qualité, la marque et la réputation commerciale.

Bien ou produit similaire

Bien qui, sans être identique au produit avec lequel il est comparé, présente des caractéristiques ressemblant à celles du produit considéré.

Bien directement concurrent

Bien qui, sans être identique ni similaire, est sensiblement équivalent, d'un point de vue commercial, au produit avec lequel il est comparé, étant donné qu'il est destiné au même usage et est interchangeable avec le produit considéré.

Convention

Convention sur le régime tarifaire et douanier centraméricain.

Conseil

Conseil tarifaire et douanier centraméricain.

Comité

Comité de la politique tarifaire.

SIECA

Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale

Etats parties ou pays membres

Etats qui sont parties au Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale et à la Convention sur le régime tarifaire et douanier centraméricain.

Région

Ensemble des pays qui sont parties au Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale ou à l'instrument qui le remplacerait.

Article 2. Le présent règlement énonce les dispositions destinées à neutraliser les pratiques commerciales déloyales et à réglementer l'application de clauses de sauvegarde à des marchandises en provenance de pays tiers.

Article 3. Aux fins du présent règlement, le dumping et les subventions sont considérés comme des pratiques commerciales déloyales.

Afin d'empêcher que ces pratiques déloyales appliquées par des pays tiers ne causent un préjudice à la branche de production nationale, il pourra être imposé des "droits compensateurs", dans le cas de subventions, et des "droits antidumping" dans le cas d'un dumping. Ces droits seront imposés dès lors que les pratiques en question causent ou menacent de causer un dommage, ainsi qu'il aura été déterminé conformément aux critères définis au chapitre IV du présent règlement.

Article 4. Chaque Etat partie établira une Commission mixte à laquelle pourra participer le secteur privé et dont la coordination sera assurée par la Direction.

La Direction sera chargée de l'enquête, de l'analyse et de l'évaluation en ce qui concerne les pratiques commerciales déloyales ou l'application de la clause de sauvegarde et présentera une étude

technique à la Commission mixte, qui donnera son avis au Ministre compétent, conformément au présent règlement.

## Chapitre II

### Détermination de l'existence d'un dumping

Article 5. Aux fins du présent règlement, un produit en provenance d'un pays tiers doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping lorsqu'il est introduit sur le marché d'un pays centraméricain à un prix inférieur à sa valeur normale.

Article 6. Aux fins du présent règlement:

1. Un produit est considéré comme ayant été introduit à un prix inférieur à sa valeur normale, si son prix d'exportation est, successivement et exclusivement:

- a) inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour un produit identique ou similaire, destiné à la consommation dans le pays d'exportation ou le pays d'origine;
- b) en l'absence d'un tel prix sur le marché intérieur du pays d'exportation ou du pays d'origine, si le prix du produit importé est inférieur au prix comparable le plus élevé pour l'exportation d'un produit identique ou similaire à partir du pays d'exportation ou du pays d'origine vers un pays tiers au cours d'opérations commerciales normales; ou
- c) en l'absence d'exportations vers des pays tiers, si le prix du produit importé est inférieur au coût de production de ce produit dans le pays d'exportation ou le pays d'origine, plus un supplément raisonnable pour les frais de vente et le bénéfice.

2. On entend par opérations commerciales normales des opérations qui sont réalisées habituellement ou des opérations concernant des marchandises identiques ou similaires qui, pendant une période maximale d'un an, précédant immédiatement la date d'exportation vers le marché national, ont été réalisées sur le marché du pays d'exportation ou du pays d'origine entre des acheteurs et des vendeurs indépendants les uns des autres.

Article 7. Le prix à l'exportation est le prix réellement payé ou à payer pour le produit vendu à destination d'un pays centraméricain. Lorsqu'il n'y a pas de prix à l'exportation, ou lorsqu'on ne peut se fonder sur le prix à l'exportation du fait de l'existence d'une association ou d'un arrangement entre l'exportateur et l'importateur ou une tierce partie, le prix à l'exportation pourra être calculé sur la base du prix auquel les produits importés sont revendus pour la première fois à un acheteur indépendant. Si les produits ne sont pas revendus à un acheteur indépendant ou ne sont pas revendus dans l'état où ils ont été importés, le prix pourra être calculé sur la base raisonnable que l'autorité chargée de l'enquête pourra déterminer.

Pour calculer le prix à l'exportation, il sera procédé aux ajustements nécessaires pour tenir compte de tous les frais intervenus jusqu'à la revente du produit, y compris de tous les droits et taxes, ainsi que d'une marge bénéficiaire raisonnable. Il sera tenu compte, entre autres choses, des frais de transport, d'assurance, d'entretien et de déchargement, des droits d'importation et autres taxes perçues après l'exportation à partir du pays d'exportation ou du pays d'origine, d'un montant raisonnable pour

les frais généraux et les frais d'administration et de commercialisation, d'une marge bénéficiaire et de toute commission habituellement payée.

Article 8. Pour que la comparaison soit valable, les prix seront comparés sur la base des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible et au même niveau commercial, qui sera normalement le stade sortie usine. Il sera dûment tenu compte dans chaque cas des différences affectant la comparabilité des prix telles que les caractéristiques physiques, les impositions à l'importation ou les impôts indirects, les conditions de vente, et des autres différences qui affectent la comparaison.

Article 9. Lorsque des produits ne sont pas importés directement du pays d'origine, mais sont exportés à partir d'un autre pays, le prix auquel les produits sont vendus au départ du pays d'exportation vers le pays centraméricain sera normalement comparé avec le prix comparable dans le pays d'exportation. Toutefois, la comparaison pourra être effectuée avec le prix dans le pays d'origine si, notamment, les produits transitent simplement par le pays d'exportation, ou bien si, pour de tels produits, il n'y a pas de production ou pas de prix comparable dans le pays d'exportation.

Article 10. La marge de dumping est la différence entre le prix à l'exportation et la valeur normale. Cette marge sera calculée par unité de produit importé à un prix de dumping.

### Chapitre III

#### Détermination de l'existence de subventions

Article 11. On entend par subvention une contribution financière, une incitation, une prime ou une aide que l'Etat ou l'une de ses institutions octroie, directement ou indirectement, pour la production, la fabrication, l'exportation ou le transport d'un produit. Une subvention sera également réputée exister si la contribution financière, l'incitation, la prime ou l'aide est octroyée sous la forme d'intrants qui sont par la suite utilisés dans la production finale.

Article 12. Sauf preuve du contraire, sera considérée comme ayant le caractère d'une subvention l'une quelconque des mesures décrites dans la liste exemplative de subventions à l'exportation figurant en annexe de l'Accord relatif à l'interprétation et à l'application des articles VI, XVI et XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Cette liste ne mentionne que les cas les plus fréquents où des contre-mesures sont appliquées et n'est pas limitative.

Article 13. Le montant de la subvention sera calculé en unités monétaires ou en pourcentages ad valorem, par unité de produit subventionné importé.

Ce montant sera établi par déduction, entre autres choses, des frais ayant dû être nécessairement encourus pour bénéficier de la subvention et des taxes et autres impositions perçues à l'exportation. Lorsque la partie intéressée demandera que soit faite une telle déduction, elle devra apporter la preuve que sa demande est justifiée.

### Chapitre IV

#### Détermination de l'existence d'un dommage

Article 14. On entend par dommage un préjudice important causé à une branche de production nationale, une menace de dommage important pour une branche de production nationale ou un retard sensible dans la création d'une branche de production.

Article 15. La détermination de l'existence d'un dommage se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif des éléments suivants:

- a) du volume de la ou des importations faisant l'objet de pratiques commerciales déloyales et de l'effet de ces importations sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur;
- b) de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits.

Eu égard à l'alinéa a), il conviendra d'examiner s'il y a eu une augmentation considérable des importations, soit en quantité absolue, soit par rapport à la production ou à la consommation nationale. Pour déterminer l'effet d'une telle augmentation sur les prix des produits identiques ou similaires sur le marché intérieur, il faudra examiner s'il y a, dans les importations faisant l'objet de pratiques commerciales déloyales, sous-cotation considérable du prix de vente et si ces importations ont pour effet de déprimer considérablement les prix de la branche de production nationale.

Article 16. La détermination de l'incidence sur la branche de production nationale de produits identiques ou similaires comportera un examen et une évaluation des principaux facteurs et indices économiques qui influent sur la branche de production, tels que la diminution effective et potentielle de la production, des ventes, de la part de marché, des bénéfices, du retour sur investissement, de l'utilisation des capacités, des stocks et de l'emploi.

En outre, on pourra éventuellement examiner les effets effectifs ou potentiels sur le flux de liquidités et sur la capacité de se procurer des capitaux.

Cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne suffiront pas nécessairement pour justifier une décision.

Article 17. Pour établir l'existence d'un lien de causalité, il devra être démontré de façon objective, au cours de l'enquête, que le dommage ou préjudice important ou la menace de préjudice important est une conséquence directe de l'augmentation des importations du produit en question qui font l'objet de pratiques commerciales déloyales.

S'il existe d'autres facteurs qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, le préjudice causé par ces facteurs ne pourra pas être imputé aux importations visées par l'enquête.

Article 18. Pour déterminer l'existence d'une menace de dommage important, il faudra tenir compte, entre autres choses, de la capacité d'exportation du pays en question, de la probabilité d'une baisse des prix intérieurs imputable à ces importations, de la sous-utilisation des capacités et d'un accroissement des stocks des producteurs nationaux. En tout état de cause, la détermination concluant à une menace de dommage doit se fonder sur des faits et non sur des présomptions, et le dommage doit être imminent.

Article 19. L'effet des importations faisant l'objet de pratiques commerciales déloyales sera évalué par rapport à la production nationale du produit similaire lorsque les données disponibles permettent d'identifier cette production séparément sur la base de critères tels que le procédé de production, les ventes des producteurs et les bénéfices.

Lorsque la production nationale du produit similaire ne peut être identifiée séparément sur la base de ces critères, l'effet des importations faisant l'objet de pratiques commerciales déloyales sera

évalué par examen de la production du groupe ou de la gamme de produits le plus étroit, comprenant le produit similaire, pour lequel les renseignements nécessaires pourront être fournis.

Article 20. Dans les cas où les importations d'un produit en provenance de plus d'un pays feront simultanément l'objet d'enquêtes en matière de pratiques commerciales déloyales, il pourra être procédé à une évaluation cumulative des effets de ces importations, s'il y a lieu, par examen de leur rôle et de leur importance dans les conditions de concurrence entre les produits importés et les produits nationaux similaires.

Article 21. Lorsque le montant du dumping ou de la subvention sera inférieur à 1 pour cent ad valorem, il sera considéré comme insignifiant et l'enquête sera close.

Article 22. Les Etats centraméricains se réservent le droit de ne pas exiger la preuve du dommage à l'égard des pays tiers qui n'appliquent pas, de façon réciproque, le critère du dommage.

## Chapitre V

### Procédure en cas de pratiques commerciales déloyales

Article 23. Les représentants de la branche de production nationale lésée par les importations visées par l'enquête et les représentants des associations de producteurs qui se considèrent affectées ou menacées par des importations faisant l'objet de pratiques commerciales déloyales sont habilités à engager la procédure en présentant à l'autorité chargée de l'enquête une demande motivée pour qu'elle examine leur plainte; cette demande devra comporter, au minimum, les informations suivantes:

- a) des renseignements de caractère général sur le plaignant;
- b) la nature de la pratique et tout élément de preuve suffisant de l'existence de celle-ci, y compris des articles de revues techniques de renommée internationale et/ou des études réalisées par des organismes techniques reconnus au niveau international;
- c) les caractéristiques des produits faisant l'objet des pratiques en question;
- d) l'identité des importateurs et le nom du pays d'exportation ou du pays d'origine;
- e) les éléments de preuve attestant l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave pour la branche de production nationale; et
- f) des éléments démontrant que le dommage ou la menace de dommage résulte d'une ou de plusieurs importations de produits identiques ou similaires par comparaison avec ceux qui sont produits dans le pays affecté, qui ont été effectués au cours des douze mois précédents ou sont en cours et qui font l'objet de pratiques commerciales déloyales.

Dans des circonstances spéciales, les autorités nationales pourront ouvrir une enquête sans être saisies d'une demande, mais elles n'y procéderont que si elles sont en possession d'éléments de preuve suffisants en ce qui concerne les points indiqués aux alinéas b) à f) ci-dessus.

Article 24. On entend par branche de production nationale les personnes physiques ou morales produisant des biens identiques ou similaires par comparaison avec les produits importés visés par l'enquête, à condition qu'elles représentent, individuellement ou ensemble, au moins vingt-cinq pour cent (25%) de la production nationale des produits destinés à la consommation intérieure.

Article 25. Après avoir reçu la demande, l'autorité chargée de l'enquête vérifiera si elle satisfait aux prescriptions du présent règlement. Si la demande n'est pas complète, elle en avisera la partie intéressée qui, dans un délai ne devant pas excéder quinze jours ouvrables à compter de la notification, devra fournir les documents pertinents, faute de quoi, la demande sera rejetée et classée.

Article 26. Après qu'elle aura été vérifiée, la demande sera évaluée et, si elle n'apporte pas d'éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête, elle sera rejetée par une décision motivée, et le requérant en sera informé.

Article 27. S'il ressort de l'évaluation de la demande qu'il existe des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête, celle-ci sera notifiée officiellement aux parties intéressées et sera publiée au Journal officiel et dans un autre journal national à grand tirage, aux frais du requérant, et l'autorité chargée de l'enquête procédera aux analyses et enquêtes qu'elle jugera nécessaires pour vérifier les éléments figurant dans la plainte.

Article 28. Les parties auront la possibilité de prendre connaissance à tout moment des renseignements qui ne sont pas confidentiels afin de préparer leur argumentation. Les renseignements qui seraient jugés de nature confidentielle par les autorités chargées de l'enquête ne pourront être divulgués ni consultés par les parties, sauf si l'autorité estime qu'ils sont importants pour la contre-argumentation, auquel cas elle demandera à la partie qui les aura fournis d'en donner un résumé qui ne soit pas de nature confidentielle.

Article 29. Pendant la durée de l'enquête, et tant qu'aucune mesure définitive n'aura été arrêtée, l'autorité compétente pourra, d'office ou à la demande de la partie intéressée, sans interrompre l'enquête, ménager une période de conciliation au cours de laquelle il pourra être proposé des solutions pour clore à l'enquête. Toutes les fois qu'un règlement direct interviendra, il sera établi un acte où seront consignés les résultats obtenus et/ou les engagements pris, et l'enquête sera considérée comme close. Lorsqu'il aura été convenu de suspendre l'enquête, les parties intéressées en seront avisées.

Article 30. Lorsque l'exportateur se sera engagé formellement à réviser ses prix ou à ne plus exporter, ou lorsque les pouvoirs publics du pays d'exportation auront éliminé la subvention en cause, l'enquête pourra être suspendue ou close si l'autorité compétente est convaincue que l'effet dommageable est supprimé.

L'exécution des engagements pourra être examinée périodiquement, d'office ou à la demande d'une partie; il pourra être demandé que des renseignements soient fournis périodiquement sur l'exécution de ces engagements. S'il ressort de cet examen qu'il y a violation d'un engagement, des mesures provisoires seront appliquées sur la base des renseignements disponibles.

Article 31. En tout état de cause, l'enquête devra être terminée dans un délai de six mois après son ouverture. Dans des circonstances spéciales, ce délai pourra être prorogé pour une nouvelle période de six mois.

Article 32. Les procédures établies dans le présent chapitre n'entraveront pas les procédures de dédouanement, sans préjudice des dispositions de l'article 38 ci-après, et la décision finale concernant l'application d'une mesure antidumping ou d'un droit compensateur devra être notifiée aux parties intéressées et publiée au Journal officiel de chaque pays.

Article 33. A tout moment au cours de l'enquête, des mesures provisoires pourront être adoptées s'il a été établi une détermination préliminaire de l'existence d'un dumping ou d'une subvention et d'un dommage en résultant pour une branche de production nationale et si l'autorité chargée de l'enquête



juge de telles mesures nécessaires pour empêcher qu'un dommage difficilement réparable ne soit causé pendant la durée de l'enquête.

Article 34. Les mesures provisoires consisteront en un droit provisoire garanti selon la législation nationale égal au montant du droit antidumping ou compensateur provisoirement estimé, lequel ne dépassera pas la marge de dumping ou le montant de la subvention provisoirement estimé. La durée des mesures provisoires n'excédera pas six mois et pourra être prorogée pour une nouvelle période de six mois dans des cas exceptionnels. Les mesures provisoires adoptées seront notifiées à l'autorité compétente qui devra veiller à leur application.

Article 35. Les autorités du pays importateur prendront la décision d'imposer ou non un droit antidumping ou compensateur dans les cas où toutes les conditions requises sont remplies et la décision de fixer le montant du droit à un niveau égal à la totalité ou à une partie seulement de la marge de dumping ou du montant de la subvention. Tous les efforts seront faits pour que, si l'un ou l'autre de ces droits est imposé, son montant ne dépasse pas le niveau nécessaire pour réparer le dommage, même si le montant estimé du dumping ou de la subvention le permet.

Article 36. Si le droit compensateur ou antidumping définitif est supérieur au montant garanti, la différence ne sera pas recouvrée. Si le droit définitif est inférieur au montant garanti, l'excédent devra être restitué ou la garantie libérée à hauteur du montant correspondant, avec effet immédiat.

Article 37. Il ne pourra être appliqué simultanément, pour une même affaire, des mesures visant à prévenir ou à corriger des distorsions dues à des pratiques de dumping et à des subventions.

Article 38. La mesure devra être temporaire, elle ne restera en vigueur que le temps nécessaire pour contrebalancer la pratique commerciale déloyale qui cause un dommage ou menace de causer un dommage, et elle sera réexaminée à la demande d'une partie.

Article 39. Lorsqu'un droit antidumping est imposé en ce qui concerne un produit quelconque, ce droit sera recouvré sur les importations dont il aura été constaté qu'elle font l'objet d'un dumping et qu'elles causent un dommage grave. Dans la mesure du possible, le nom du ou des fournisseurs du produit considéré sera communiqué. Toutefois, si tous les fournisseurs d'un pays sont impliqués dans des pratiques commerciales déloyales, ou s'il est impossible de les distinguer, la mesure sera appliquée à tous les fournisseurs du ou des pays en question.

## Chapitre VI

### Clause de sauvegarde

Article 40. Les réglementations relatives aux clauses de sauvegarde ont pour objet d'apporter à la branche de production des pays d'Amérique centrale une protection objective et temporaire contre les importations massives de produits identiques, similaires ou directement concurrents, par suite de l'évolution imprévue des circonstances et par l'effet des engagements internationaux contractés ou des mesures convenues au niveau régional, y compris la libéralisation tarifaire, qui causent ou menacent de causer un préjudice grave à l'un de ces pays.

Article 41. Aux fins de l'application de mesures de sauvegarde:

- a) on entend par préjudice grave, une dégradation générale de la situation d'une branche de production nationale, cette dernière étant définie comme l'ensemble des producteurs des produits identiques, similaires ou directement concurrents en activité sur le territoire

d'un Etat partie ou de ceux dont les productions additionnées de produits identiques, similaires ou directement concurrents constituent une proportion majeure de la production nationale de ces produits;

- b) aux fins de la détermination de l'existence d'un préjudice, il sera tenu compte de tous les facteurs de nature objective qui influent sur la situation de la branche de production affectée, en particulier, l'impossibilité pour un grand nombre d'entreprises d'opérer à un niveau raisonnable de profits, un taux de chômage ou de sous-emploi significatif dans une branche de production, le rythme d'accroissement des importations du produit considéré et leur accroissement en volume, en termes absolus et relatifs, la part du marché intérieur absorbée par les importations accrues, les variations substantielles du niveau des ventes, la production, la productivité, l'utilisation de la capacité installée, les profits et pertes, et l'emploi.
- c) on entend par menace de préjudice grave l'imminence évidente d'une dégradation importante de la situation, qui sera déterminée en tenant compte de tous les facteurs pertinents de nature objective et quantifiable qui influent sur la situation d'une branche de production, et notamment de ceux qui sont indiqués à l'alinéa précédent. La détermination de l'existence d'une menace de préjudice grave se fondera sur des faits et non sur des présomptions.

Article 42. Pour déterminer l'existence d'un lien de causalité au cours de l'enquête:

- a) il devra être démontré de façon objective que le préjudice grave ou la menace de préjudice grave est une conséquence directe et immédiate de l'augmentation des importations du produit en question;
- b) s'il existe d'autres facteurs qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, le préjudice causé par ces facteurs ne pourra pas être imputé aux importations visées par l'enquête.

## Chapitre VII

### Procédure en cas d'application de clause de sauvegarde

Article 43. La procédure d'enquête visant à imposer des mesures de sauvegarde sera engagée sur demande.

Article 44. Les représentants de la branche de production nationale lésée par les importations visées par l'enquête et les représentants des associations de producteurs qui représentent une proportion majeure de la production nationale sont habilités à engager la procédure.

On entend par branche de production nationale les personnes physiques ou morales produisant des biens identiques, similaires ou directement concurrents par comparaison avec les produits importés visés par l'enquête, à condition qu'elles représentent, individuellement ou ensemble, au moins vingt-cinq pour cent (25%) de la production nationale des produits destinés à la consommation intérieure.

Article 45. La partie intéressée présentera à l'autorité chargée de l'enquête une requête dans laquelle elle devra indiquer clairement les raisons de sa demande et fournir les éléments de preuve pertinents. La requête initiale comportera, au minimum, les informations suivantes:

- a) des renseignements de caractère général sur le plaignant;
- b) les caractéristiques des produits et du marché pour lesquels il est demandé d'ouvrir une enquête;
- c) l'identité des importateurs et le nom du pays d'exportation ou du pays d'origine;
- d) les éléments de preuve attestant l'existence d'un préjudice grave ou d'une menace de préjudice grave pour la branche de production nationale; et
- e) le plan d'action pour les entreprises du secteur affecté pendant la période d'application de la mesure de sauvegarde demandée.

Article 46. L'autorité chargée de l'enquête vérifiera si la demande satisfait aux prescriptions du présent règlement. Si la demande n'est pas complète, elle en avisera la partie intéressée qui, dans un délai ne devant pas excéder quinze jours ouvrables à compter de la notification, devra fournir les documents pertinents, faute de quoi la demande sera rejetée et classée.

Article 47. Si la demande satisfait aux prescriptions, l'enquête sera ouverte sur la base de la plainte présentée, laquelle sera transmise à la partie ou aux parties affectées, qui disposeront d'un délai de quinze jours ouvrables pour exposer leur réaction à la plainte et fournir les preuves à décharge qu'elles jugeront pertinentes.

Article 48. L'autorité chargée de l'enquête pourra demander toute sorte de renseignements, y compris des critères techniques, aux différents services de l'administration publique, qui seront tenus de les fournir. Elle pourra aussi demander les avis qu'elle jugera utiles et ordonner que toutes les dispositions soient prises pour vérifier les faits allégués.

Article 49. Lorsque les parties intéressées refuseront de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communiqueront pas dans un délai raisonnable, ou entraveront le déroulement de l'enquête, des décisions préliminaires ou finales pourront être prises sur la base des données de fait et des éléments de preuve disponibles.

Article 50. Après avoir pris une décision préliminaire au sujet de la situation, l'autorité chargée de l'enquête pourra recommander au Ministre compétent d'adopter des mesures provisoires afin d'éviter que des préjudices graves, qu'il serait difficile de réparer, ne soient causés à la branche de production nationale pendant la durée de l'enquête. Ces mesures provisoires consisteront en des relèvements temporaires de droits de douane, garantis par un cautionnement, qui sera remboursé à la demande des parties intéressées s'il est établi ultérieurement qu'il n'y a pas de menace de préjudice ni de préjudice.

Ces mesures entreront en vigueur conformément à la législation nationale et leur durée ne dépassera pas trente jours, sauf dans le cas prévu dans la dernière partie de l'alinéa c) de l'article suivant.

Article 51. Conditions d'applicabilité des mesures de sauvegarde finales:

- a) les mesures de sauvegarde sont des instruments de protection temporaires visant à faciliter l'ajustement de l'activité de production affectée et doivent consister en un relèvement de droits de douane, sans préjudice des autres mesures non tarifaires adoptées par les Etats conformément à leur législation nationale;

- b) une mesure de sauvegarde ne sera appliquée que dans la mesure strictement nécessaire pour prévenir ou réparer le préjudice grave et faciliter l'ajustement;
- c) la durée de la mesure de sauvegarde établie par les autorités nationales ne dépassera pas trente jours, période qui pourra être prorogée sur décision du Conseil. En tout état de cause, cette période sera considérée comme prorogée jusqu'à la date à laquelle le Conseil adoptera les mesures requises;
- d) si la durée de la mesure de sauvegarde dépasse un an, ainsi que le Conseil en aura décidé, elle devra être libéralisée progressivement, chaque année, afin de faciliter l'ajustement de l'activité de production affectée. Si la durée de la mesure est prorogée pour une autre période, elle ne pourra être plus restrictive qu'elle ne l'était à la fin de la période initiale et devra continuer d'être libéralisée chaque année;
- e) une mesure de sauvegarde sera appliquée à un produit importé quel qu'en soit le pays de provenance;
- f) lorsque la mesure de sauvegarde découle exclusivement de mesures convenues au niveau régional, y compris la libéralisation tarifaire, le niveau auquel le droit de douane sera porté ne dépassera pas celui auquel il a été consolidé sur le plan international.

Article 52. L'autorité nationale chargée de l'enquête mènera la procédure d'enquête jusqu'à ce que soient déterminées les mesures de sauvegarde qui seront imposées.

Article 53. La décision finale de clore l'enquête devra être notifiée aux parties intéressées ainsi qu'au SIECA, et sera publiée au Journal officiel ou aux Journaux officiels, selon qu'il sera approprié.

Article 54. Un Etat qui applique des mesures de sauvegarde, provisoires ou finales, devra en aviser le SIECA et lui adresser un exposé des motifs, dans les huit jours suivant l'application desdites mesures, afin qu'il convoque le Conseil conformément aux dispositions de l'article 8 de la Convention.

Article 55. Si deux avis sont nécessaires pour convoquer une réunion du Conseil, chacun d'entre eux devra être adressé dans un délai de cinq jours à compter de la date à laquelle le SIECA aura reçu la notification de l'Etat concerné, de sorte que la réunion du Conseil au cours de laquelle sera prise la décision requise puisse avoir lieu dans le délai de trente jours prévu à l'article 26 de la Convention. Le SIECA distribuera immédiatement aux membres du Conseil l'exposé des motifs communiqué par l'Etat qui a adopté des mesures de sauvegarde. Dans le premier avis, le SIECA demandera l'avis des membres du Conseil sur l'opportunité d'organiser une réunion préalable du Comité de la politique tarifaire.

Article 56. L'Etat qui applique les mesures prévues à l'article 50 et à l'article 51, alinéa c), du présent règlement pourra présenter lors de la réunion du Conseil, outre l'exposé des motifs dont il est fait mention à l'article 54, un rapport détaillé indiquant les raisons qui l'ont conduit à appliquer les mesures et qui contiendra aussi les éléments justifiant l'adoption de ces mesures et tous les autres éléments d'appréciation qui permettront au Conseil de prendre une décision appropriée et juste.

Article 57. Le SIECA fournira des éléments d'appréciation pour l'examen de l'affaire et proposera au Conseil et, le cas échéant, au Comité de la politique tarifaire, les mesures qu'il jugera techniquement appropriées pour remédier à la situation temporaire qui a conduit à recourir à la clause de sauvegarde.

Article 58. Si le Conseil décide que les mesures adoptées par l'Etat intéressé doivent être éliminées, modifiées, maintenues ou étendues à d'autres parties contractantes à la Convention, il fixera les modalités et le délai d'application de cette décision.

Article 59. Les Etats devront, par l'intermédiaire du SIECA, tenir le Conseil informé de la mise en oeuvre des décisions qu'il aura adoptées dans chaque affaire.

Article 60. Pour aider à résoudre le problème qui a conduit à l'application de la clause de sauvegarde, le Conseil pourra convenir d'actions de nature multilatérale, telles que:

- a) démarches communes auprès d'organismes internationaux;
- b) assistance financière et technique de caractère régional;
- c) coopération avec des organismes régionaux spécialisés;
- d) toute autre action qu'il jugera appropriée.

Article 61. Les mesures résultant des procédures énoncées dans le présent chapitre et dans le chapitre V du présent règlement ne pourront être appliquées simultanément, pour une même affaire.

## Chapitre VIII

### Procédure régionale

Article 62. La procédure énoncée dans le présent chapitre sera suivie dans les enquêtes régionales visant à l'application de mesures contre des pratiques commerciales déloyales.

Article 63. Lorsque la branche de production régionale ou en particulier la branche de production d'un autre Etat partie qui n'est pas l'importateur direct de la marchandise étrangère sera affectée, les pouvoirs publics du pays concerné pourront demander que soit engagée une procédure régionale qui relèvera du Comité de la politique tarifaire et qui débutera dès que le SIECA aura reçu le dossier des autorités du pays concerné, qui devront en transmettre l'original et cinq exemplaires. Le dossier sera conforme aux dispositions du chapitre V du présent règlement.

Article 64. Dans un délai de huit jours à compter de la date à laquelle il aura reçu le dossier, le SIECA en transmettra un exemplaire aux autorités compétentes des autres pays et notifiera officiellement aux parties intéressées l'engagement de la procédure.

Article 65. Le SIECA mènera les enquêtes concernant l'affaire dans un délai de soixante jours et, lorsqu'elles seront terminées, il convoquera une réunion des Directeurs qui aura lieu dans les vingt jours suivant l'avis de convocation et il recommandera l'adoption de mesures qui soient techniquement conformes au présent règlement.

Article 66. Le Comité ou le SIECA pourront demander et collecter des éléments de preuve et des renseignements additionnels en s'adressant directement aux exportateurs visés par la plainte et aux producteurs et importateurs centraméricains. Les intéressés pourront également, par l'intermédiaire du SIECA, fournir des renseignements ou présenter par écrit des arguments, s'ils le jugent approprié.

Article 67. Dans sa recommandation, le Comité tiendra compte de l'existence d'éléments de preuve positifs concernant:

- a) les pratiques de dumping ou les subventions qui faussent la concurrence;
- b) la menace de dommage important ou le dommage important découlant desdites pratiques, au sens de l'article 2 du présent règlement; et
- c) la relation de causalité entre les pratiques et le dommage ou la menace de dommage.

Article 68. Le Comité pourra, par l'intermédiaire du SIECA, convoquer, d'office ou à la demande d'une partie intéressée, des réunions de conciliation en vue d'arriver à une solution directe; il sera pris acte des engagements contractés et des résultats de ces réunions.

Article 69. Le Comité transmettra ses recommandations au Conseil tarifaire et douanier centraméricain, qui arrêtera les mesures régionales que les gouvernements devront prendre pour prévenir ou neutraliser les pratiques commerciales déloyales en cause. Dans les trois jours suivant l'adoption des recommandations du Comité, le SIECA convoquera une réunion du Conseil, qui devra avoir lieu dans les dix jours suivant l'avis de convocation.

## Chapitre IX

### Dispositions finales

Article 70. Toute modification des dispositions du présent règlement est du ressort du Conseil. Par l'intermédiaire du SIECA, chacun des pays membres informera le Conseil de la mise en oeuvre du présent instrument et, le cas échéant, de la nécessité d'y apporter des modifications.

Article 71. S'agissant des cas qui ne sont pas prévus par le présent règlement, les Etats pourront appliquer, à titre supplétif, les dispositions juridiques qui régissent le commerce international tout en se conformant aux dispositions régionales.

## Chapitre X

### Dispositions transitoires

Article 72. Aux fins de l'application des mesures prévues par le présent règlement, les gouvernements des Etats membres se conformeront aux dispositions de la Convention sur le régime tarifaire et douanier centraméricain et des autres instruments juridiques relatifs à l'intégration économique de l'Amérique centrale.

Article 73. Les mesures qui auront été adoptées avant l'entrée en vigueur du présent instrument, conformément à des décisions régionales, afin de neutraliser des pratiques commerciales déloyales, resteront en vigueur, sans préjudice des dispositions de l'article 38 du présent règlement.

Article 74. Les dispositions réglementaires contraires au présent instrument sont abrogées.

Article 75. Le présent règlement entrera en vigueur le premier mars mil neuf cent quatre-vingt-treize et sera publié aux Journaux officiels des Etats parties.

Guatemala, le 29 janvier 1993